

Informations générales

LES INDISCRETS...

de notre bureau parisien

Jackpot

Jean-Louis Borloo est très satisfait de l'issue des négociations pour le siège et la direction du tout nouvel Institut international pour les énergies renouvelables (Irena) qui sera basé à Abou Dhabi et dirigé par une Française, Hélène Pelosse, jusque-là directrice adjointe du cabinet du ministre de l'Ecologie. « Que demander de plus : on va diriger un truc qu'on ne paye pas », lance-t-il, rigolard. Un jackpot décroché à l'issue de rudes tractations en coulisses qui ont fortement agacé l'Allemagne, candidate pour le siège d'Irena et lâchée par la France.

Gargantua

Déjà grand gagnant du dernier remaniement avec l'ajout de la Mer, des technologies vertes et des négociations sur le réchauffement climatique au ministère de l'écologie, Jean-Louis Borloo va très prochainement se voir doter d'un cinquième secrétaire d'Etat en charge des énergies vertes. Il lui reviendra « d'abord de collecter toute l'info mondiale et française disponible », explique le ministre. Insatiable, Jean-Louis Borloo ? Faux modeste, il assure que l'idée ne vient pas de lui mais de Nicolas Sarkozy en personne.

Pulp fiction

Comme pour l'union à gauche, le remaniement, sous Nicolas Sarkozy, est un combat permanent. A peine constitué, le gouvernement Fillon V devrait connaître une nouvelle extension après le 14 juillet avec l'entrée de quatre ou cinq secrétaires d'Etat et de quelques hauts commissaires ou commissaires missionnés pour une durée limitée. Parmi ces derniers continue de figurer le nom du député socialiste de l'Isère André Vallini qui, en entrant au gouvernement sans y être entièrement, ne se mettrait pas trop en porte-à-faux vis-à-vis de ses électeurs. Chez les nouveaux entrants, on parle de l'ancien ministre centriste du logement Marc-Philippe Daubresse ainsi que du député des Hauts-de-Seine et sarkozyste pur sucre Frédéric Lefebvre (photo). La promotion de ce dernier serait liée à la nécessité de rendre son siège de député à André Santini, évacué du gouvernement à la surprise générale. Une quasi-certitude concernant Frédéric Lefebvre : il n'obtiendra pas le portefeuille de la Communication. Nicolas Sarkozy l'aurait assuré à Frédéric Mitterrand, inquiet de voir débouler rue de Valois ce personnage atypique tout droit sorti d'un film de Tarantino.



Photo AFP

Motodidacte

La rancune constitue un moteur puissant en politique. Ainsi Michel Barnier était-il devenu sarkozyste après avoir été éjecté du ministère des Affaires étrangères au profit de Philippe Douste-Blazy. « Quand je pense que j'ai été remplacé par ça ! » grinçait-il alors. C'est à peu près le même commentaire que fait actuellement Yves Jégo depuis son remplacement aux DOM TOM par l'ancien champion de moto Christian Estrosi. Il n'en aura pas fallu plus à Yves Jégo pour envisager d'aller grossir les rangs des amis de Jean-François Copé, qui ne compte pas parmi les plus féroces soutiens du chef de l'Etat.

Remaniement toujours

L'Élysée réfléchit à la nomination d'un secrétaire d'Etat pour succéder au tout nouveau ministre chargé des relations avec le Parlement, Henri de Raincourt. L'objectif serait d'opposer un pôle sarkozyste fort au chef du groupe UMP à l'Assemblée. Si tel était le cas, Frédéric Lefebvre présenterait le profil requis. Imaginatif, brutal, il est d'autant plus capable de marquer Jean-François Copé à la culotte qu'il connaît bien le fonctionnement du Palais Bourbon pour avoir été conseiller chargé des relations avec le Parlement de Nicolas Sarkozy lorsque celui-ci était au ministère de l'Intérieur.

Rubrique coordonnée par Philippe WAUCAMPT.

ILS ONT DIT

« Le plan Banlieue n'a pas abouti »

• **Henri Guaino**, conseiller spécial de l'Élysée, a constaté hier, pour le déplorer, que le plan Banlieue lancé par le président Nicolas Sarkozy « pour lutter contre la désintégration sociale » de certains jeunes n'avait « pas abouti ». Intervenant sur BFM TV, Guaino a imputé cet échec à la difficulté de faire « bouger tous les conservatismes : on voit bien que pour un certain nombre de gens cet objectif n'est pas un objectif important ». Lors d'un premier bilan de ce plan en janvier dernier, Fadelâ Amara, secrétaire d'Etat en charge de ce dossier, lui avait donné la note de 11 sur 20. Invité à donner son sentiment sur le caillasse de deux véhicules de police à Montfermeil en début de semaine alors qu'il était à bord, Guaino a estimé qu'il s'agissait « du signe parmi bien d'autres d'une forme de désintégration sociale ».

« Un taux de chômage entre 9 % et 10 % »

• **François Chérèque**, secrétaire général de la CFDT, a estimé hier sur RTL que « le taux de chômage pourrait atteindre 9 % à 10 % fin 2009 ». « Il va y avoir le croisement de trois phénomènes graves », les plans sociaux déjà annoncés qui deviennent « effectifs », l'annonce de nouveaux licenciements car « la crise va s'amplifier » et l'arrivée sur « le marché du travail de 650 000 jeunes qui passent leurs examens actuellement », a-t-il expliqué. « Face à ces trois phénomènes, nous souhaitons que l'on approfondisse tous les dispositifs mis en place, en particulier pour les plus précaires ».

« Moins de bases de défense que prévu »

• **Hervé Morin**, le ministre de la Défense, s'attend à ce que les bases de défense soient « moins nombreuses que prévu » (« environ 70 au lieu de 91 ») au terme des restructurations militaires annoncées il y a un an. Dans une interview à La Croix, M. Morin explique que l'expérimentation menée sur 11 bases de défense depuis six mois montre que « la mutualisation est optimale si le volume des unités regroupées est suffisamment significatif ». S'agissant des dissolutions ou départs de régiments ou d'unités annoncés il y a un an (au total 83 sites ou unités et 33 déménagements d'une ville à l'autre), le ministre indique qu'ils viennent de commencer début juillet.

« Le prix de l'énergie reviendra nous hanter »

• **Christine Lagarde**, la ministre de l'Economie, estime qu'il faut instituer « une coordination » pour lutter contre la volatilité des matières premières parce que la question du prix de l'énergie « reviendra nous hanter ». Le prix du baril de pétrole évolue actuellement les 65 dollars après avoir avoisiné les 150 dollars à l'été 2008. « Nous n'avons pas les instances de coordination suffisantes » entre pays producteurs et pays consommateurs, insistait Christine Lagarde hier.

« L'autonomie de l'enquête doit être préservée »

• **Michèle Alliot-Marie**, la ministre de la Justice, a déclaré hier que la réforme du juge d'instruction, voulue par Nicolas Sarkozy, qui a déclaré être « prêt à discuter de l'indépendance du parquet », prévoira « un certain nombre de garanties supplémentaires ». « Enterrer des affaires, je ne vois pas pourquoi et je ne vois pas surtout comment », a-t-elle affirmé hier, jugeant que la disparition du juge d'instruction était « une sorte d'évolution naturelle ». Actuellement, le parquet dirige les enquêtes « dans 95 % des cas », un juge d'instruction n'étant désigné que dans les affaires criminelles et les dossiers correctionnels les plus complexes.

Les marges d'erreur des radars automatiques réduites

Un arrêté paru au Journal officiel le 23 juin passe l'erreur de vitesse tolérée pour les radars automatiques de 5 % à 3 %. Mais pas pour tous les appareils...

Le changement annoncé pour les radars automatiques pourrait bien amener les conducteurs à s'arrêter pour aller regarder de plus près l'appareil qui l'a flashé. Est-il tout neuf ? A-t-il été réparé ? Ou bien est-ce une ancienne version ? Un arrêté signé le 4 juin et publié le 23 au Journal officiel modifie les marges d'erreur. Dans son article 5 il annonce : « Les erreurs maximales tolérées applicables aux instruments neufs ou réparés sont les suivantes pour les cinémomètres à poste fixe : plus ou moins 3 km/h, pour les vitesses inférieures à 100 km/h ; plus ou moins 3 % de la vitesse, pour les vitesses égales ou supérieures à 100 km/h ».

L'article 6 indique que pour les instruments déjà en service, l'erreur maximale tolérée est de 5 km/h pour une vitesse inférieure à 100 km/h et de plus ou moins 5 % au-delà (pour les cinémomètres dans des véhicules en mouvement, les marges sont respectivement de 7 et 10 %). « Le conducteur qui avait pris l'habitude de régler son régulateur à 135 km/h, pour être juste un peu au-dessus de la vitesse autorisée sur autoroute a intérêt à se méfier désormais », s'insurge Jean-Baptiste Le Dall, avocat parisien spécialisé en droit routier, membre de la commission juridique de l'association 40 millions d'automobilistes.

« L'automobiliste qui voudrait contester son excès de vitesse ignore si le radar est neuf ou s'il a été réparé, ajoute-t-il. Comment connaît-il la marge



Pour les radars déjà en service, l'erreur maximale tolérée est de 5 km/h pour une vitesse inférieure à 100 km/h. Elle est de plus ou moins 3 km/h pour les instruments neufs ou réparés.

du radar ? Aucun justiciable n'a accès à cette information ! » Il y a bien une plaque inamovible, visible de l'extérieur, sur l'instrument. Mais qui songe à s'arrêter pour la regarder dans des endroits bien souvent très exposés ? En

homme de l'art, Jean-Baptiste Le Dall sait déjà qu'il y a là matière à discussion devant un juge.

À la fin du mois de février 2009, il y avait plus de 2 300 radars automatiques installés en France. L'objectif est

de mailler le territoire avec 4 500 appareils d'ici 2012. A terme, ce serait donc un cinémomètre sur deux qui appliquerait la marge de 3 % au lieu de 5 %. Alors qu'un rapport du député Mariton affirmait il y a quelques semaines (RL du

22 mai) que les radars automatiques allaient rapporter de moins en moins, il est difficile de ne pas voir dans ce coup de pouce une façon de redonner un peu de couleurs aux futures recettes.

Julien BÉNÉTEAU.

Russie-USA : un nouveau départ

Barack Obama se rend à Moscou pour tenter de relancer les relations américano-russes, au plus mal depuis août 2008.



Photo AFP

Anticipant la venue du président américain, un journal russe a mis en scène vendredi le symbolique bouton « reset » (« redémarrage ») offert en mars par la secrétaire d'Etat Hillary Clinton à son homologue Sergueï Lavrov.

Le président américain Barack Obama arrive aujourd'hui à Moscou. Il mise sur son homologue Dmitri Medvedev - quitte à agacer le Premier ministre Vladimir Poutine - pour relancer des relations bilatérales qui s'étaient fortement détériorées sous son prédécesseur.

Les deux présidents vont s'entretenir pendant plusieurs heures et conclure un accord sur l'Afghanistan. Ils devraient également signer un document cadre sur la réduction des arsenaux stratégiques, sujet emblématique des relations russo-américaines depuis la « détente » des années 1970 et 1980. Une source diplomatique russe a toutefois prévenu hier que les négociateurs russes et américains ne s'étaient « pas

définitivement mis d'accord sur ce document ».

Demain, Barack Obama prendra un petit-déjeuner avec Vladimir Poutine, l'homme fort de la Russie. Il a d'ores et déjà donné du piment à sa visite en estimant que Vladimir Poutine avait « un pied dans la vieille manière de conduire les affaires, et un pied dans la nouvelle ». Le Premier ministre lui a répondu que c'était à Washington de renoncer à sa « mentalité des blocs ».

« Jeu diplomatique risqué »

Barack Obama a en revanche fait l'éloge de Dmitri Medvedev, une personnalité « profonde et progressiste » qui « mène son pays avec succès dans le 21^e siècle ».

Pour le journal populaire Mos-

kovski Komsomols, « les yankees ont lancé un jeu diplomatique risqué » en cherchant à « diviser le tandem » au pouvoir en Russie. Dans une interview aux médias officiels russes, Barack Obama a été plus consentant, qualifiant Vladimir Poutine de « leader très fort pour le peuple russe ». Il a dit vouloir construire une relation « d'égal à égal » avec Moscou, ajoutant que les relations russo-américaines « avaient laissé à désirer ces dernières années ».

La guerre russo-géorgienne d'août 2008 a achevé de plonger au plus bas les relations avec Washington, marquées sous l'administration de George W. Bush par une série de lourds contentieux, de l'élargissement de l'Otan au projet de bouclier antimissile américain en Europe.

Honduras: la police tire sur les partisans de Zelaya

Deux manifestants ont été tués et deux blessés par balle, hier soir au Honduras, dans des affrontements avec les forces de l'ordre devant l'aéroport de Tegucigalpa. Des heurts ont éclaté entre des partisans du président hondurien destitué Manuel Zelaya et l'armée qui a lancé des gaz lacrymogènes.

Les manifestants, plus de 30 000, attendaient le retour de Zelaya, dont l'avion a décollé de Washington en direction du Honduras. « Dehors Micheletti », criaient les manifestants en reprochant son « coup d'Etat » à Roberto Micheletti, le président désigné par les autorités qui ont destitué Zelaya dimanche dernier. Le nouveau gouvernement, non reconnu par la communauté internationale, a interdit l'atterrissage de l'avion de Zelaya, mobilisant des militaires à l'aéroport. Le président destitué avait, depuis son avion, ordonné à l'armée de lui ouvrir l'aéroport international de Tegucigalpa. Ses adversaires l'ont menacé d'une « arrestation immédiate » à son arrivée.

Une Française en Grèce pour retrouver sa fille

Mathilde Anthonard est sans nouvelles de sa fille Pénélope depuis que son père l'a enlevée en 2007. L'enfant serait en danger.



La fillette de 4 ans est atteinte d'une maladie génétique grave. Sa mère doute que son père lui apporte les soins nécessaires.

Une Française, Mathilde Anthonard, a décidé d'appeler l'opinion publique grecque à l'aide pour retrouver sa fillette enlevée par son père grec en 2007. La Lyonnaise explique avoir choisi de venir à Athènes pour alerter médias et associations après avoir épuisé tous les recours légaux et alors que la santé de l'enfant, âgée de 4 ans, est en jeu. « Pénélope est atteinte d'une maladie génétique grave, qu'elle soit privée de soins et de prise en charge spécialisée aggrave son handicap mental et son isolement social et l'expose à des déformations articulaires », a affirmé cette psychomotricienne de 27 ans.

« Déni du handicap »

« Il s'agit d'un vrai problème humanitaire, d'un enfant en danger, nous faisons notre possible pour un règlement », a commenté une source consulaire française. Selon Mathilde Anthonard, ti-

tulaire de la garde de l'enfant depuis la séparation du couple en septembre 2006, le père, Kyriakos Orfanos « est dans un total déni du handicap, il n'a pas pris le matériel orthopédique de Pénélope quand il a fui de France » en octobre 2007. L'enfant « ne marche pas et ne parle pas, elle est facile à identifier, mon espoir est de sensibiliser des proches, des voisins ou des médecins », a-t-elle ajouté.

Alors que le père fait l'objet d'un mandat d'arrêt international, Mathilde Anthonard juge que « justice et police ne se sont pas donnés les moyens de le retrouver ». Ses seules pistes dans l'immédiat sont un certificat d'hospitalisation de Pénélope pendant deux jours à Athènes en février 2008, et un courrier du pape orthodoxe l'ayant baptisée. Il lui a fait part au printemps d'assurances des grands-parents, résidant à Athènes, selon lesquelles l'enfant « va bien ».

Les boîtes noires de l'A310 repérées

Les enquêteurs ont détecté le signal des balises des boîtes noires de l'Airbus A310 de Yemenia, des enregistreurs déterminants pour expliquer les causes de l'accident. Il faudra les repêcher dans l'océan Indien, ce qui pourrait prendre plusieurs jours. Le directeur général de l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie des Comores (ANACM), Abdou Saïd Madi, a indiqué que les boîtes « se trouvaient de dix à douze kilomètres de la plage de Mitsamiouli », au nord de Moroni. Selon lui, l'épave pourrait se trouver « dans les 500 ou 600 mètres de profondeur. Pour la suite, nous demandons aux pays étrangers de venir nous aider à faire sortir l'avion de la mer ». « La France a décidé de faire venir un bateau hydrographique, le Beaufort-Beauprès basé à Brest, en mission dans la Corne de l'Afrique, afin de déterminer de manière beaucoup plus précise la profondeur des balises et du fond », a-t-il ajouté. L'analyse des boîtes noires permet dans 90 % des cas de déterminer les causes d'un accident, selon Robert Galan, pilote et expert auprès des tribunaux français.

REPÈRES

Enfants noyés : sensibilisation

Après la mort de deux jeunes âgés de 2 ans dans une piscine familiale équipée d'une barrière de sécurité à Clermont-Ferrand samedi, le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, demande aux préfets de sensibiliser les Français au respect des mesures de protection. Le secrétaire d'Etat à la Consommation, Hervé Novelli, a appelé hier à la vigilance « irremplaçable » des adultes et au respect de la réglementation en vigueur. Il s'est également dit « mobilisé » pour un éventuel renforcement de la réglementation concernant les piscines.

Le feu menace un centre d'études

Un important incendie s'est déclaré hier après-midi, à 2,5 km du Centre d'études nucléaires de Cadarache, sur la commune de Saint-Paul-lès-Durance (Bouches-du-Rhône). Il a été éteint après avoir parcouru 30 hectares de pinède. Le sinistre, qui serait parti d'un champ, a menacé un massif de 150 hectares, dont le site de Cadarache, l'un des plus importants de recherche et développement pour l'énergie nucléaire en Europe. Son origine reste indéterminée.

Accident de train mortel à Disney World

Le conducteur d'un monorail est mort dans une collision avec un autre monorail au parc d'attraction Disney World d'Orlando, en Floride. L'accident s'est produit vers 2h du matin. Cinq clients ont été soignés sur place. Une enquête a été ouverte. Le monorail a été fermé.

Chine : flambée de violence au Xinjiang

Trois personnes sont mortes et plus de 20 ont été blessées hier à Urumqi, capitale du Xinjiang, une région à population majoritairement musulmane du nord-ouest de la Chine. Ces troubles sont les plus graves depuis plus d'un an au Xinjiang qui, aux confins de l'Asie centrale, compte environ 8,3 millions de Ouïghours, dont certains dénoncent la répression politique et religieuse menée par la Chine sous couvert de lutte contre le terrorisme. De nombreux véhicules ont également été incendiés.

Washington laissera Israël agir contre l'Iran

Les Etats-Unis ne feront pas obstacle à Israël si l'Etat hébreu juge nécessaire une action militaire pour éliminer la menace nucléaire iranienne. Les Etats-Unis « ne peuvent pas dicter à un autre pays souverain ce qu'il peut ou ne peut pas faire », a déclaré le vice-président américain Joe Biden. Israël et Washington accusent l'Iran de développer un volet militaire clandestin dans son programme nucléaire, ce que Téhéran dément.